

Bilans d'émissions de gaz à effet de serre des entreprises et des collectivités (art.75 de la LG2)

Présentation du dispositif législatif et réglementaire

Article 75 de la LG2 :Trois volets :

- article L. 229-25 : Bilans d'émissions de GES ;

- article L. 229-26-I : Plans climat-énergie territoriaux ;

- article L. 229-26-II : Mise à disposition des collectivités des données des concessionnaires de réseaux d'électricité et de gaz utiles aux PCET et SRCAE.

1 décret
d'application
en conseil
d'Etat publié le
11 juillet 2011

1 décret simple
publié le 16
novembre 2011

Historique du dispositif

- Décembre 2009: rapport du député Michel Havard :
 - Concertation avec les parties prenantes
 - Recommandations sur la mise en œuvre du dispositif
- Juillet 2010 : Publication de la loi Grenelle 2
- Juillet 2010 – Juillet 2011 : préparation, concertation du décret et publication
- Janvier 2011 : début des travaux du pôle de coordination nationale
- Août 2011: publication des 2 arrêtés accompagnant le décret
- Septembre 2011: publication de la méthode
 - Site MEDDTL : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Bilans-des-emissions-de-gaz-a.html>
 - Site ADEME : <http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=25054>
- 31 décembre 2012 : Échéance pour le 1^{er} bilan

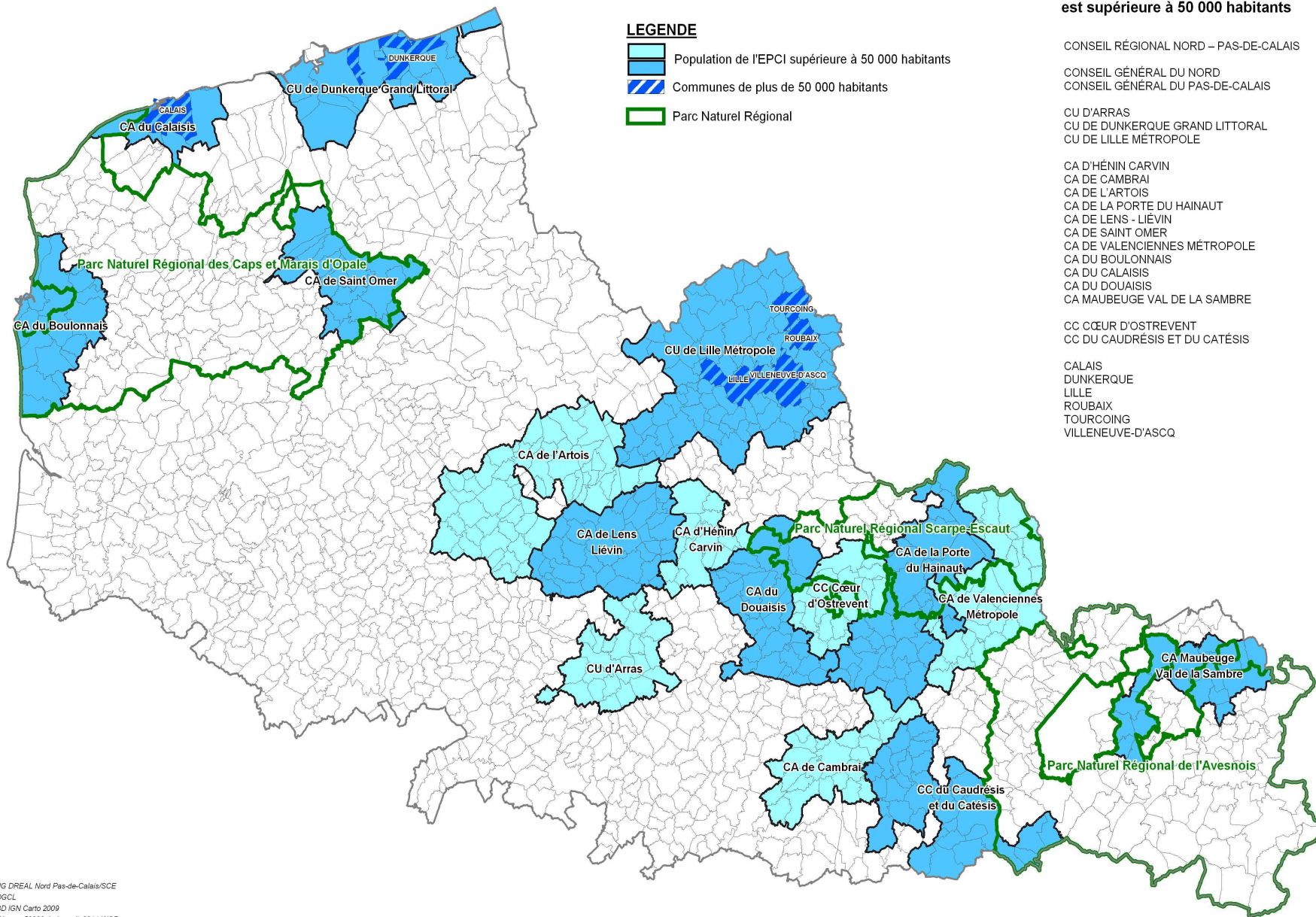
Bilan GES - Contexte législatif

Article L. 229-25 (code de l'environnement) :

- ⇒ Bilans d'émissions de GES obligatoires avant le 31 décembre 2012, puis tous les 3 ans ; il est rendu public
- ⇒ Liste des « éligibles » :
 - l'Etat,
 - les régions, les départements, les CU, les CA et les communes ou CC de plus de 50 000 habitants **(25)**
 - les autres personnes morales de droit public employant plus de deux cent cinquante personnes **(63)**
 - les personnes morales de droit privé de plus de 500 personnes **(164)**
- ⇒ Périmètre obligatoire : patrimoine et compétences pour les collectivités ;
- ⇒ Méthode d'établissement gratuite pour les collectivités ;
- ⇒ Mise en place d'autorités régionales pour le suivi.



PLANS CLIMAT ENERGIE TERRITORIAUX



Contenu du bilan d'émission de GES

Décret n°2011-829 du 11 juillet 2011 et arrêtés du 24 août 2011

(Art. R. 229-45 à R. 229-56 du code de l'environnement)

- ⇒ **6 gaz Kyoto:** CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC, SF₆
- ⇒ **Un bilan par personne morale obligée** (caractérisée pour les personnes morales de droit privé par son numéro SIREN)
- ⇒ **Evaluation du volume d'émissions de GES** produit par les activités exercées par la personne morale sur le territoire national au cours d'une année. Le volume à évaluer est celui produit au cours de l'année précédant celle où le bilan est établi ou mis à jour ou, à défaut de données disponibles, au cours de la pénultième année. Les émissions sont exprimées en tCO₂eq.

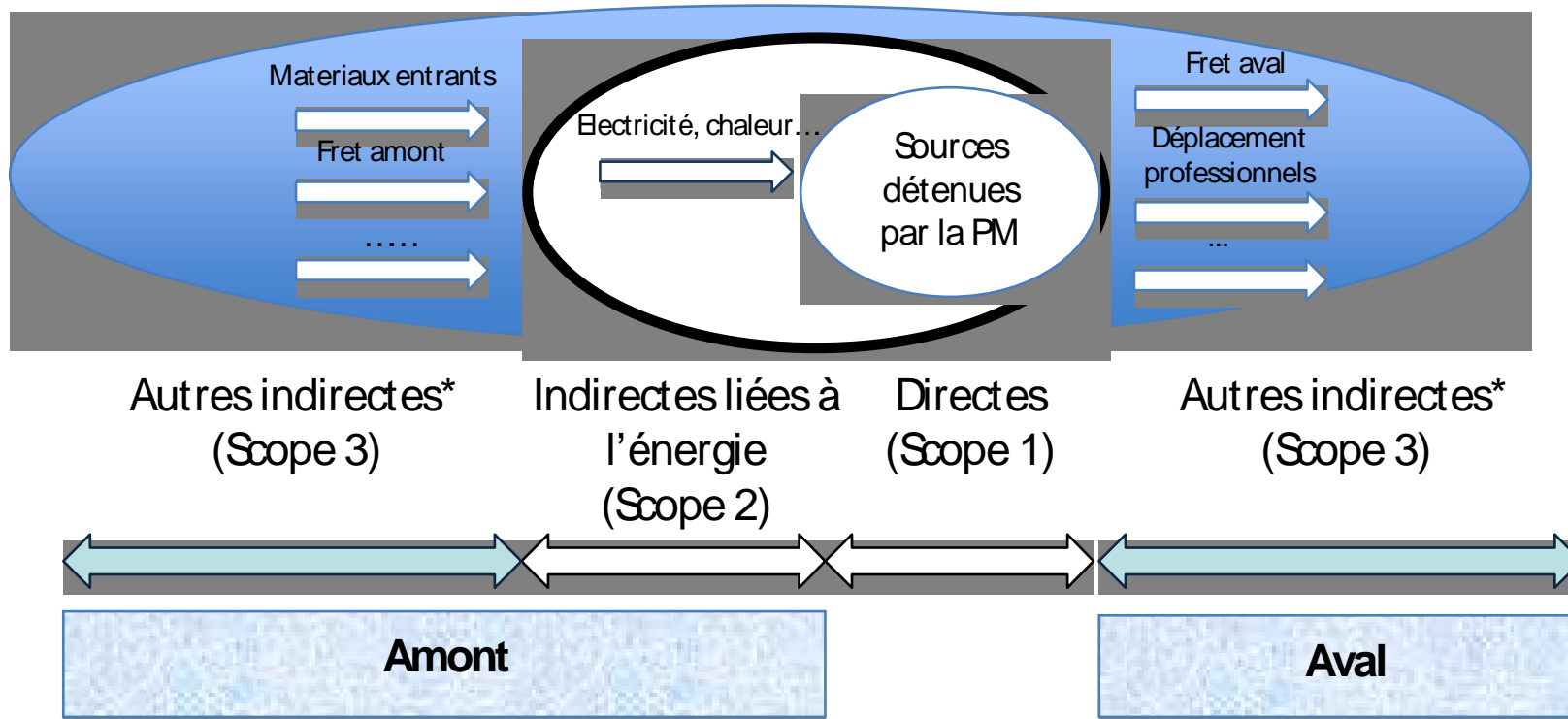
Commentaire :

Dans la méthodologie on précise le volume par périmètre et gaz. Le bilan porte sur les données 2011 ou 2010 pour ceux qui doivent l'établir au plus tard au 31 décembre 2012 puis ensuite glissant 2012 ou 2011 pour un rendu au plus tard le 31 décembre 2013.

Contenu du bilan d'émission de GES

« Le bilan distingue :

- « 1° Les émissions directes, produites par les sources, fixes et mobiles, nécessaires aux activités de la personne morale ;
- « 2° Les émissions indirectes associées à la consommation d'électricité, de chaleur ou de vapeur nécessaire aux activités de la personne morale



* Postes d'émissions non concernés par l'obligation réglementaire et à prendre en compte de manière optionnelle dans la présente méthode.

Contenu du bilan

⇒ Une synthèse des actions qui présente pour **chaque type d'émissions** :

- les principales actions que la personne morale **envisage** de mettre en œuvre au cours des trois années suivant la réalisation du bilan
- **le volume global** de réductions d'émissions de gaz à effet de serre attendu.

**Pour les collectivités territoriales,
PCET = synthèse des actions**

Mise à disposition des bilans

- ⇒ Transmission par voie électronique au préfet de région du bilan de l'année N avant le 31 décembre de l'année N+1, puis tous les 3 ans.

bilanges.dreal-npdc@developpement-durable.gouv.fr

- ⇒ Publication sur le site internet de l'obligé pendant au moins un mois, ou à défaut de site internet sur celui de la préfecture .
- ⇒ Notification de cette publication au préfet de région et au président du conseil régional.

Suivi régional des bilans

Par le préfet de région et le président du conseil régional :

- Respect méthodologique et cohérence des bilans avec les exigences définies;
- Réalisation d'un état des lieux (a minima tous les 3 ans) transmis au pôle national et intégré dans le rapport d'évaluation prévu à l'article R.222-6 du code de l'environnement;
- Modalités définies conjointement entre préfet de région et président du conseil régional.

Dispositif transitoire

Art. 3 du décret n°2011-829 du 11 juillet 2011

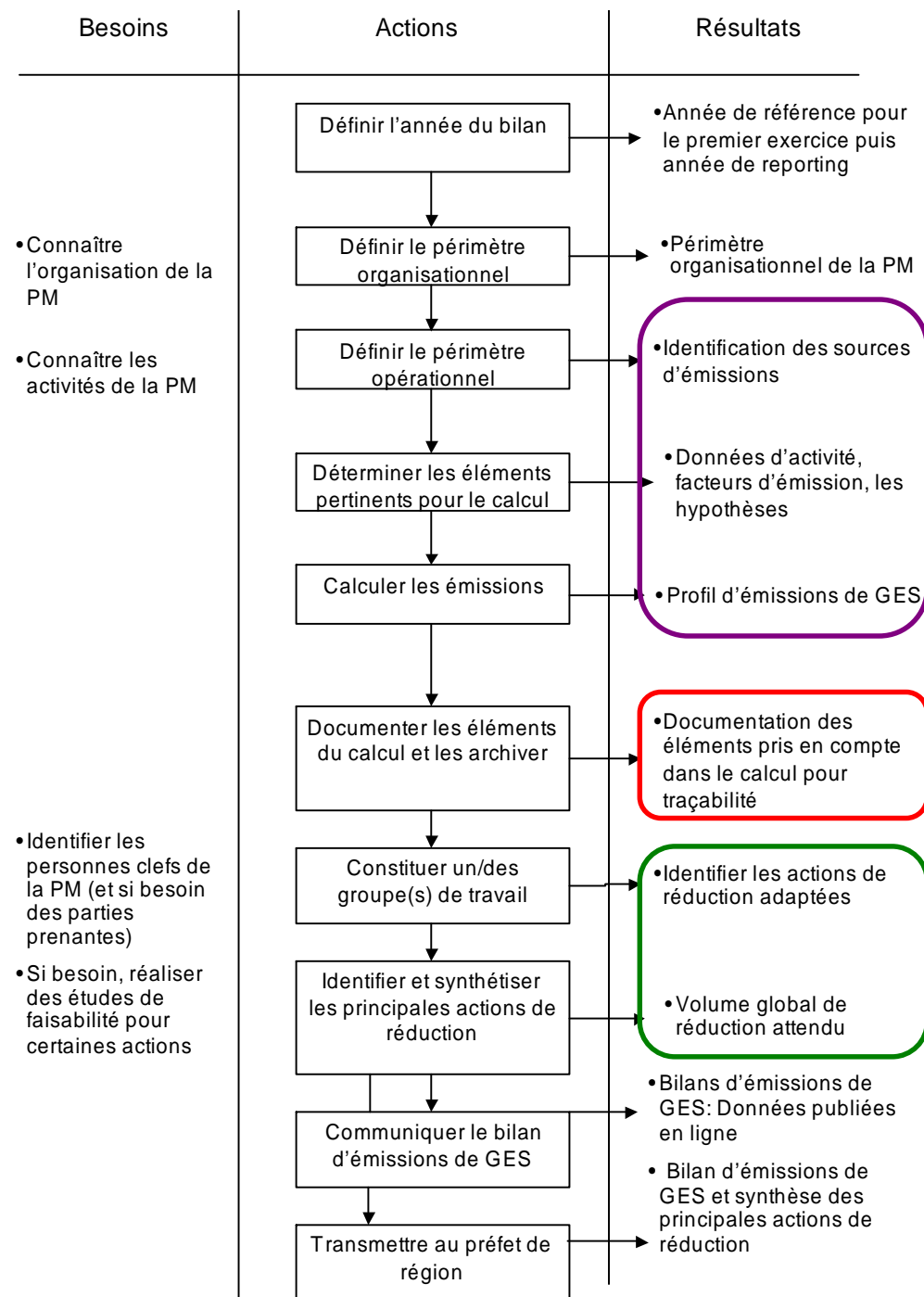
L'article R. 229-45, les quatre premiers alinéas de l'article R. 229-47 et l'article R. 229-49 du code de l'environnement, issus du présent décret, ne s'appliquent pas au premier bilan des émissions de gaz à effet de serre s'il a été déjà établi au cours des douze mois précédant la publication du présent décret.

Contenu de la méthode

- **3 niveaux de lecture :**
 - des principes méthodologiques obligatoires
 - des prescriptions optionnelles non obligatoires
 - des recommandations facultatives destinées à guider les personnes morales devant établir leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre

Contenu de la méthode

Les grandes étapes clés de réalisation d'un bilan d'émissions de GES et du plan d'action associé



Périmètre organisationnel

Cas des collectivités :

Patrimoine et compétences :
toutes les sources nécessaires à l'activité de la collectivité, permettant en particulier l'exercice de ses compétences par le biais du travail des élus et des services de la collectivité.

La collectivité vue comme une organisation.

Les émissions sont celles générées par le fonctionnement des activités et services de la collectivité et la mise en œuvre des compétences.

| | | Approche organisationnelle obligatoire | Approche territoriale recommandée |
|-----------------------------|---------------------------------|---|--|
| | Entité considérée | <i>Collectivité, en tant qu'organisation</i> | <i>Territoire</i> |
| Emissions directes | Catégorie 1 | Emissions générées sur les sites et services de la collectivité <i>Ex : émissions liées aux chaudières des bâtiments de la collectivité ; émissions liées aux consommations de carburants des véhicules de la collectivité</i> | Emissions générées sur le territoire <i>Ex : émissions liées aux consommations de carburants des véhicules circulant au sein du territoire, émissions de l'agriculture, etc.</i> |
| | Catégorie 2 | Emissions liées à la production d'électricité, de chaleur et de vapeur générées en dehors des sites de la collectivité en lien avec son activité <i>Ex : émissions liées à la production d'électricité consommée par les locaux de la collectivité</i> | Emissions liées à la production d'électricité, de chaleur et de vapeur générées en dehors du territoire en lien avec les activités et présentes sur le territoire <i>Ex : émissions liées à la production d'électricité consommée par les habitants du territoire</i> |
| Emissions indirectes | Catégorie 3* Optionnelle | Autres émissions générées en dehors des sites de la collectivité en lien avec son activité, à l'exception des émissions indirectes liées à l'utilisation et à la fin de vie services rendus par la collectivité <i>Ex : émissions dues à la fabrication de produits achetés par la collectivité (produits alimentaires des cantines, papeterie des bureaux...)</i> | Autres émissions générées en dehors du territoire en lien avec les activités et personnes qui y sont implantées <i>Ex : émissions liées aux transports en dehors du territoire et nécessaires à son approvisionnement</i> |

Périmètre organisationnel

Cas des collectivités: Mode de gestion utilisé pour l'exercice d'une compétence :

Que l'exercice de la compétence soit assuré en régie, soit délégué (délégation de service public, convention de mandat,...) ou mis en œuvre par un tiers dans le cadre d'un marché public, la collectivité prend en considération les émissions de ses délégataires, mandataires ou titulaires de marché liées à l'exercice des compétences concernées.

Ainsi, les émissions des délégataires et titulaires de marché public sont prises en compte au sein des émissions de la collectivité lorsqu'elles relèvent de l'exercice de sa compétence et des scopes 1 et 2.

La consolidation dans le bilan d'émissions de GES dans le cas d'une gestion externalisée, doit porter, poste par poste, sur les catégories d'émissions sur lesquels la collectivité est elle-même obligée de faire un bilan d'émissions de GES. Ainsi, les émissions directes du délégataire en lien avec les activités assurées pour le compte de la collectivité seront consolidées au sein des émissions directes de la collectivité, etc.

Ces consolidations sont assurées, que l'entreprise délégataire, mandataire ou titulaire du marché soit ou non elle-même éligible à l'article 75 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010.

Contenu de la méthode :

Principes généraux pour l'évaluation des émissions de GES :

- **Démarche globale et priorités**

- Ne pas exclure un poste d'émission qui compromettrait la pertinence du bilan. Exclusion si le volume pré-estimé d'émissions du poste inférieur à 5% de la totalité des émissions du bilan
- Toute exclusion à justifier.

- **Calcul / Mesure**

Conformément aux exigences de la norme ISO 14064-1 , la personne morale doit :

« sélectionner et utiliser des méthodologies d'évaluation qui réduiront raisonnablement l'incertitude et donneront lieu à des résultats exacts, cohérents et reproductibles » ;

« expliquer la sélection des méthodologies d'évaluation » ;

« expliquer toutes modifications apportées aux méthodologies d'évaluation » d'un exercice à l'autre.

- **Facteurs d'émissions et Pouvoir de Réchauffement Global (PRG)**

$$Emission\ de\ GES = Donnée\ d'\ activité \times Facteur\ d'\ emission$$

$$Emission\ en\ teqCO_2 = \sum_{gaz} [Emissions_{gaz} \times PRG_{gaz}]$$

- Liberté de choisir ses propres facteurs d'émissions et PRG si précisés et justifiés ;
- Les facteurs d'émissions de la base carbone sont disponibles par défaut.

- **Année de reporting et année de référence**

Voir décret.

Contenu de la méthode :

Principes généraux pour l'évaluation des émissions de GES :

- **Cas de l'électricité**

- **Choix contraint : facteurs d'émission des usages** : chauffage, éclairage, usage en base, usage intermittent figurant dans la Base Carbone®.
- en l'absence de données sur les usages, possibilité de recourir au facteur moyen de production de l'électricité figurant dans la Base Carbone®.
- L'utilisation de tout autre facteur est prohibée. Pas de discrimination par fournisseur
- Une seule des deux approches (approche par usage ou approche par facteur d'émission moyen) dans un même bilan d'émissions de GES afin d'éviter des biais.
- FE en cours d'actualisation ; disponible 3ème semaine de décembre

- **Cas du CO2 biomasse**

- Les émissions liées à la biomasse évaluées séparément des autres émissions pour chaque poste d'émissions.
- Les puits n'ont pas à être évalués faute de méthodologie suffisamment reconnue à ce jour.

- **Cas de la compensation**

- Les estimations des réductions d'émissions de GES associées au financement de projet de compensation volontaire ne doivent pas être déduites du bilan d'émissions de GES.

Contenu de la méthode: Format de restitution pour la publication du bilan

- **Description de la personne morale concernée**
(Raison sociale, Code NAF, Code SIREN, Adresse, Nombre de salariés, Description sommaire de l'activité, Description des périmètres organisationnels retenus :catégories/postes/sources)
- Schéma des périmètres de la PM retenu (incluant notamment les numéros de SIRET associés à la personne morale)
- **Année de reporting de l'exercice et l'année de référence , avec explication**
- **Les émissions directes de GES, évaluées séparément par poste et pour chaque GES en tonnes et en équivalent CO₂,**
- **Les émissions indirectes de GES associées à la production d'électricité, de chaleur ou de vapeur importée, quantifiées séparément par poste et en tonnes équivalent CO₂,**
- **Les autres émissions indirectes de GES, quantifiées séparément par poste en tonnes équivalent CO₂, si la personne morale a choisi de les évaluer,**

Contenu de la méthode: Format de restitution pour la publication du bilan

| | | Emissions GES (en Tonnes) | | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------------|--|----------------|--------------|--------------|---------------------|---------------|--|----------------|--------------|--------------|---------------------|---------------|---|--|
| | | année de référence (et année du premier bilan) -Créer autant de colonnes de gaz que nécessaire- | | | | | | année du bilan suivant -Créer autant de colonnes de gaz que nécessaire- | | | | | | différence année de référence et année du bilan (TCO2e) | |
| catégories d'émissions | Postes d'émissions | CO2 (Tonnes) | CO2 b (Tonnes) | CH4 (Tonnes) | N2O (Tonnes) | Autre gaz: (Tonnes) | Total (TCO2e) | CO2 (Tonnes) | CO2 b (Tonnes) | CH4 (Tonnes) | N2O (Tonnes) | Autre gaz: (Tonnes) | Total (TCO2e) | | |
| Emissions directes | 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 4 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 5 | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous total | | | | | | | | | | | | | | | |
| Emissions indirectes associées à l'énergie | 6 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 7 | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous total | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres émissions indirectes* | 8 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 9 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 10 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 11 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 12 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 13 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 14 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 15 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 16 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 17 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 18 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 19 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 20 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 21 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 22 | | | | | | | | | | | | | | |
| | 23 | | | | | | | | | | | | | | |
| 24 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous total | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | .Facultatif | | | | | | | | | | | | | |
| | | CO2 b: CO2 issu de la biomasse | | | | | | | | | | | | | |
| | | * Catégorie d'émissions non concernée par l'obligation réglementaire | | | | | | | | | | | | | |

Contenu de la méthode: Format de restitution pour la publication du bilan

Cas de la valorisation matière et énergie et de la cogénération, et de la production d'électricité d'origine renouvelable

- Des émissions évitées ne peuvent être calculées que si elles correspondent aux cas suivants :
 - dans le cadre d'une double fonction liée au traitement des déchets et à la production soit d'énergie soit de matière première issue du recyclage
 - cogénération
 - installation de production d'électricité à partir de source renouvelable
- Rapportées dans le tableau dédié aux émissions évitées et explication de la méthode et du scénario de référence.

| | | Emissions évitées de GES (en Tonnes) année de référence (et année du premier bilan) |
|--|------------|--|
| catégories d'émissions | Postes | Total (TCO2e) |
| Emissions directes | 1 | |
| | 2 | |
| | 3 | |
| | 4 | |
| | 5 | |
| | Sous total | |
| Emissions indirectes associées à l'énergie | 6 | |
| | 7 | |
| | Sous total | |
| Autres émissions indirectes* | 8 | |
| | 9 | |
| | 10 | |
| | 11 | |
| | 12 | |
| | 13 | |
| | 14 | |
| | 15 | |
| | 16 | |
| | 17 | |
| | 18 | |
| | 19 | |
| | 20 | |
| | 21 | |
| | 22 | |
| | 23 | |
| 24 | | |
| | Sous total | |
| | Facultatif | |

* Catégorie d'émissions non concernée par l'obligation réglementaire

Contenu de la méthode: Format de restitution pour la publication du bilan

- Les éléments d'appréciation sur les incertitudes,
- Motivation pour l'exclusion des sources de GES et de poste d'émissions de GES lors de l'évaluation des émissions de GES,
- Si différent des facteurs par défaut de la Base Carbone®, les facteurs d'émissions et les PRG utilisés selon les formats de tableau présentés ci-après :

| Modifications de FE | |
|---------------------|---------------------------------------|
| FE modifiés | source documentaire ou mode de calcul |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

| Modifications de PRG | |
|----------------------|--------------|
| PRG modifiés | explications |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

- Liste des PRG modifiés et explications

Contenu de la méthode: Format de restitution pour la publication du bilan

- A partir du deuxième bilan, l'explication de tout recalcul de l'année de référence,

- Adresse du site Internet où est mis à disposition le bilan d'émissions de GES